

Quelle culture pour les sociétés multiculturelles ?

Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky

▶ **To cite this version:**

Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky. Quelle culture pour les sociétés multiculturelles ? : Esquisse d'une comparaison de l'Inde et du Brésil contemporains. Le Debat , 2015, 186, pp.44-53. hal-01279236

HAL Id: hal-01279236
https://inalco.hal.science/hal-01279236

Submitted on 28 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike| 4.0 International License

Quelle culture pour les sociétés multiculturelles ?
Esquisse d'une comparaison de l'Inde et du Brésil contemporains

Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, CESSMA, Inalco, Sorbonne Paris Cité, IRD Université Paris Diderot, Université Paris Diderot Case 7017 75205 Paris cedex 13

Résumé : Pour l'Inde et le Brésil, deux sociétés multiculturelles démocratiques, la promotion de la culture est au fondement du projet politique d'un nationalisme universaliste et bienveillant, capable de dépasser les clivages ethniques - différences de races et d'ethnies au Brésil, différences de castes, de religions et de langues en Inde. Pourtant le Brésil et l'Inde proposent des définitions et des usages différentes de la notion de culture : culture comme catégorie socio-anthropologique ou comme catégorie politique d'une part, culture de l'assimilation sur une terre d'intégration pour le Brésil, culture de la distinction et de la différenciation qui interdit le mélange en Inde d'autre part. De manière également distincte sinon opposée, on assiste au même phénomène de retour en force de la notion de culture comme instrument clé de l'intégration nationale.

Mots-clés : culture, multiculturalisme, politique, caste, race, Brésil, Inde, discrimination positive

« Nous sommes un peuple métissé qui marche au long des siècles, créant une culture essentiellement syncrétique. Une culture diversifiée, plurielle, mais qui est comme un verbe conjugué par des personnes diverses, en temps et modes distincts. Et, en même temps, cette culture est une : culture tropicale syncrétique tissée à l'abri et à la lumière de la langue portugaise (…) »[1]. Ainsi s'exprime le musicien et chanteur Gilberto Gil dans son discours d'intronisation à la fonction de Ministre de la culture du gouvernement Lula (2002-2010). Ses mots font écho à ceux de Nehru, qui, quelques mois avant de devenir Premier Ministre de l'Inde indépendante, évoque, malgré « des différences et des divisions propre à la vie indienne –classes sociales, castes, religions, ethnies, degrés divers de développement culturel (…) une formidable impression d'unité » de l'Inde, un « esprit qui lui est propre et auxquels tous ses enfants sont réceptifs »[2]. Nehru compare l'Inde à un palimpseste, civilisation qui garde l'empreinte de tous les héritages culturels qui l'ont construite. La « culture » une, idéal politique, rassemble ainsi de multiples « cultures » au sens anthropologique du terme : pratiques et expressions symboliques qui distinguent un groupe social d'un autre[3].

Pour ces deux géants, qui ont en commun d'être deux sociétés multiculturelles démocratiques, la promotion de la culture est au fondement du projet politique d'un nationalisme universaliste et bienveillant, capable de dépasser les clivages ethniques - différences de races et d'ethnies au Brésil, différences de castes, de religions et de langues en Inde. Le Brésil comme l'Inde doivent négocier avec des facteurs de division afin d'assurer l'expression et la participation de tous leurs citoyens. En Inde, la Constitution de 1950, dont Nehru sera l'artisan principal[4], pose les fondements de la gestion de la pluralité interne par son sécularisme qui interdit toute discrimination sur la base de la religion, de la race, de la caste, du sexe, du lieu de naissance (art.15) et fait de l'Etat le garant de l'expression culturelle de toutes les minorités religieuses et linguistiques sur la base de leur citoyenneté (art. 29 et 30). L'article 25 autorise toute personne à librement « professer, pratiquer et propager sa religion ». Au Brésil, la constitution de 1988 inscrit dans ses principes fondamentaux la protection des minorités « sans préjugé d'origine, de race, de caste, de sexe, de couleur (…) » (art. 3) et reconnaît la communauté indigène et les Indiens. Par ailleurs, l'Inde et plus récemment le Brésil développent des politiques de discrimination positive pour pallier les inégalités provoquées respectivement par les différences de castes et de races. A ce titre, l'Inde indépendante fait figure de pionnière lorsqu'elle s'engage à développer l'action affirmative mise en place sous les Britanniques et à promouvoir l'égalité des chances pour les castes dites intouchables et les tribaux, deux communautés ostracisées dans le cadre des fondements hiérarchiques de la société hindoue.

La comparaison s'arrête là : outre qu'on confronte deux pays au poids numérique respectif sans commune mesure (200 millions de personnes au Brésil et un milliard 250 millions en Inde en 2013), il est difficile de mettre en miroir la culture plurimillénaire indienne et celle relativement jeune du Brésil. Leur diversité n'est pas non plus la même : l'extrême diversité linguistique et religieuse de l'Inde font de ces deux variables des facteurs de division plutôt que des facteurs d'unification contrairement au portugais et, dans une moindre mesure, au catholicisme au Brésil. Pourtant comparer deux pays si différents permet de porter au jour leurs écarts, écarts qui nous apprennent sur les diverses définitions et fonctions de la culture : culture comme catégorie socio-anthropologique ou comme catégorie

[1]Retranscription du discours de Gilberto Gil prononcé le 2 janvier 2003 sur
[2] J. Nehru, *la Découverte de l'Inde*, 1946, 2002 Ed. Philippe Picquier, p. 70.
[3]Dimitris Parsanoglou, « Multiculturalisme(S) », *Socio-anthropologie* [En ligne], 15 | 2004, mis en ligne le 15 juillet 2006, consulté le 08 décembre 2014. URL : http://socio-anthropologie.revues.org/416
[4] Aux côtés de Bhimrao Ramji Ambedkar, son ministre de la justice, lui-même ex intouchable qui s'oppose aux inégalités sur la base de la caste et du genre.

politique d'une part, culture de l'assimilation sur une terre d'intégration pour le Brésil, culture de la distinction et de la différenciation qui interdit le mélange en Inde d'autre part.

On terminera cette mise en miroir entre l'Inde et le Brésil par un regard sur les réponses politiques récentes pour organiser ces sociétés multiculturelles, dans des contextes post-coloniaux qui exacerbent leurs différences. De manière opposée, on assiste en effet à un retour en force de la notion de culture comme instrument clé de l'intégration nationale. Ce retour se fait de manière ambiguë, et met en jeu d'une part l'expression des minorités, d'autre part la définition de la culture nationale. Les récents gouvernements brésiliens de Lula puis de Dilma Roussef poursuivent une politique d'intégration en même temps qu'ils s'engagent dans l'action affirmative pour la défense des identités et des droits des minorités. Ce que d'aucuns ont appelé « le retour de la race » met en question l'ancien modèle assimilationniste. En Inde, le renforcement progressif des nationalistes hindous dans le monde politique à partir des années 90, et leur victoire aux élections nationales de 2014, a permis de propager une vision restrictive de la culture, assimilant la nation indienne à l'expression de la culture hindoue, muselant ainsi l'expression des minorités religieuses. Leur idéologie s'oppose au projet national nehruvien fondé sur la synthèse du multiculturalisme. Elle s'oppose également au projet brésilien où la « brasilianité », autrement dit l'identité culturelle, est certes donnée comme équivalente à l'identité nationale, mais dans sa pluralité[5].

Comparons pour construire des comparables [6]

Il est difficile de comparer une culture plurimillénaire et une culture jeune, structurée sur la base d'une histoire coloniale récente. Du passé indien dont les premières traces, les sites de Mohenjo Daro et de Harappa dans l'actuel Pakistan, donnent une idée du raffinement culturel, à l'arrivée des Indo-Aryens et au développement des textes sanskrits de l'époque védique qui proposent une version idéalisée d'une société divisée en castes, à la présence des Musulmans dès le 7è siècle dans les royaumes du nord et du sud de l'Inde, puis à la dynastie moghole, enfin au Raj britannique et à l'indépendance indienne, c'est une civilisation aux innombrables influences et patrimoines religieux, linguistiques, culturels qui se façonne. Certes un « esprit » indien -pour reprendre l'expression nehruvienne- semble l'unifier, et cet esprit semble d'abord résider dans sa capacité à intégrer une telle diversité. Pour illustration, l'Inde compte quatre familles linguistiques différentes qui séparent les langues indo-aryennes du Nord des langues dravidiennes du Sud, sans compter les langues tibéto-birmanes du Nord-Est et les langues australes majoritairement parlées par les tribaux. Elle possède, outre ses 22 langues constitutionnelles, des centaines de parlers et dialectes. Ainsi un locuteur tamoul (langue dravidienne parlée par plus de 60 millions d'Indiens) ne comprend pas un locuteur de bengali (deuxième langue d'Inde avec 106 millions de locuteurs maternels), et le premier ne parle pas le hindi, la langue officielle, tandis que le second la saisit. La variable linguistique, marqueur identitaire majeur, a par conséquent servi de critère au découpage des Etats Indiens entre les années 50 et 70. La seconde variable du multiculturalisme indien, la religion, est également extraordinairement protéiforme : si 82% de la population indienne se rassemble derrière la religion hindoue, la « minorité » musulmane fait de l'Inde le troisième pays musulman du monde, et représente 13% de la population indienne. Du reste, ni l'hindouisme, ni l'islam sud-asiatique ne sont uniformes. Le terme d'hindouisme ne s'impose qu'au 19e siècle, raccourci occidental commode pour regrouper et opposer les cultes en vigueur en Inde aux religions monothéistes. Rappelons du reste que, contrairement à l'islam ou au christianisme, l'hindouisme se veut d'abord un ordre social, autrement dit il n'y a pas en

[5] V. Maria Isaura Pereira de Queiroz, « Identité culturelle et identité nationale au Brésil », *Sociologies,* consulté le 04 décembre 2014. URL : http://sociologies.revues.org/2103

[6] Formule empruntée à M. Detienne dans *Comparer l'Incomparable*, Le Seuil, 2000, pp. 57-58.

théorie de prosélytisme puisqu'on est hindou de par sa naissance, sans adhésion ou conversion[7]. Qui plus est, religion sans organe centralisateur et sans dogme, contrairement à l'église catholique par exemple, l'hindouisme admet une incroyable diversité de cultes, qui varient localement selon les mouvements sectaires, les castes, les traditions familiales, et qui coexistent. L'hindouisme comme ordre social n'est pas non plus unificateur, puisqu'on le sait structuré en un système hiérarchique de castes, qui certes lie cette société en un ensemble cohérent et interdépendant, mais ne la rassemble pas en une culture unique et homogène. Ce qu'on appelle hindouisme aujourd'hui admet les syncrétismes et Jésus-Christ peut apparaître à certains comme un avatar de Vishnu : marque de tolérance pour des formes d'héritages extérieurs ponctuellement intégrés, mais pas pour autant généralisés à une culture qui serait identique pour tous. Dans le même sens, on parle couramment d'un « système de castes » dans l'islam d'Asie du Sud[8], insistant par-là sur les phénomènes de porosité entre plusieurs systèmes sociaux et religieux qui coexistent. Il n'empêche que les Musulmans d'Inde –eux-mêmes appartenant à différents mouvements sectaires et écoles- se définissent comme différents des Hindous dans leurs croyances, leurs cultes, leurs pratiques, leurs codes sociaux, et la tendance actuelle des partis nationalistes hindous est de vouloir instrumentaliser ces différences.

De l'autre côté, le Brésil porte une culture récente. En 1500, Pedro Alvares Cabral découvre des tribus indiennes semi-nomades. Ce sont les arrivées des compagnies de commerce occidentales (espagnoles, portugaises, hollandaises, françaises) qui amènent des peuplements progressifs et inaugurent la déportation des esclaves noirs d'Afrique. Le portugais s'impose comme la langue véhiculaire sur le territoire colonial. La rencontre entre plusieurs groupes ethniques, « couleurs » qui distinguent nommément les Blancs, les Noirs, les Indiens et, issus du mélange entre eux, les « Métis », sans compter les Tsiganes expulsés du Portugal et arrivés au Brésil dès le 18è siècle, explique le « syncrétisme » entre plusieurs complexes culturels, européens, indigènes (indiens), africains. Chacun développe des systèmes de croyance: cultes afro-brésiliens ou candomblé d'un côté, mythologie des Indiens de l'autre, catholicisme européen. En 1822, lorsque le pays déclare son Indépendance, il continuera à être une terre d'immigration importante, avec l'arrivée incessante d'Européens (Allemands, Italiens, Portugais, Espagnols), des Syriens et des Libanais, des Japonais après la seconde guerre mondiale. *Jus soli* au Brésil, qui demeure jusque dans les années 1980 une terre d'immigration ; *jus sanguini* en Inde, terre actuelle d'émigration.

Si la culture est l'expression matérielle et symbolique, par la langue et la religion, de l'identité d'un groupe social, alors on voit bien la différence entre l'appréhension historique des cultures, dans leurs différences par la société indienne, comme éléments constitutifs d'un tout unifié par sa langue dans le cas brésilien.

Culture différentialiste indienne vs. culture intégrationniste brésilienne

On saisit les possibles contradictions entre des projets démocratiques pour gouverner ces sociétés multiculturelles et penser une culture politique d'une part et la réalité sociale de pays socialement fracturés par des hiérarchies et des inégalités économiques d'autre part.

Le Brésil comme l'Inde portent chacun en eux de violents facteurs de division, sur la base de la « race » pour le premier, de la « caste » pour la seconde, qui inscrivent l'inégalité au centre de leur dynamique. Cette inégalité n'est certes pas de la même nature puisqu'elle est

[7] Ce trait fait l'objet d'une récupération politique dans le débat autour de la loi anti-conversion en discussion fin 2014. Cf. infra.

[8] V. Marc Gaborieau, *Un autre islam. Inde, Pakistan, Bangladesh*, Paris, Albin Michel, 2007.

légitimée par l'organisation religieuse de la société en Inde, pas au Brésil[9]. La dynamique historique permet de montrer comment ces diviseurs, la race et la caste, qui définissent encore au 19è siècle des éléments sociaux non assimilables à la « nation » qui se constitue, vont évoluer et être intégrés dans une théorisation de la culture nationale, mais de manière très différente, sinon opposée.

Au Brésil, après les théories racistes du 19è siècle véhiculées par une élite blanche qui gouverne des héritages africains et indiens qu'elle juge peu civilisés et qui menaceraient la « brasilianité », une pensée fort différente émerge dans les années 1920 et considère la diversité des héritages culturels comme la spécificité brésilienne. C'est donc au prix de plusieurs allers et retours idéologiques pour solder l'inquiétude du mélange ethnique que s'élabore une pensée positive du multiculturalisme. Sous les formulations de la théorie de la miscégénation ou métissage, le mélange inévitable vient comme réponse à la disproportion démographique en faveur des Noirs au 19è siècle. Il est désastreux pour certains car il conduit à la dégénérescence, il est positif pour d'autres puisqu'il permet un blanchiment (*branqueamento*) progressif de la population. La violence raciste perce sous de tels arguments qui affirment sans cesse la supériorité morale des Blancs. Pourtant, progressivement une société pluri raciale se met en place et forme la base de la société brésilienne, société métissée par excellence. Oswald de Andrade développe la notion d'anthropophagie, autrement dit l'idée d'un Brésil qui dévore et digère plusieurs héritages pour les fusionner en une culture riche, la culture brésilienne. Celle-ci ne souffre pas en théorie la ségrégation ou la discrimination sur la base de la race. C'est sur cette base qu'est élaborée la théorie de la « démocratie raciale » d'abord introduite par Arthur Ramos puis par Gilberto Freyre. Elle est pour certains considérée comme un alibi pour ne pas penser des inégalités violentes où la corrélation entre la caste et la classe est évidente. De fait, en termes d'éducation, de niveau de santé, d'accès au logement et à l'emploi, les Blancs sont nettement mieux dotés que les Noirs et que les « Métis », si on peut sous ce terme regrouper les innombrables catégories créées pour catégoriser les combinaisons de couleurs que permettent les croisements entre Blancs, Noirs, Indiens. On reviendra sur la dichotomie entre une pensée politique qui veut ignorer la violence des rapports basés sur la « race sociale » et qui résout partie de ce conflit en décentrant la question sur les inégalités de classe.

En Inde, la hiérarchie de caste demeure un vecteur d'inégalité et de violence sociale, tout en étant le signe d'appartenance à l'hindouisme. Les préoccupations racistes dont on a parlé pour le Brésil se retrouvent sous le Raj britannique lorsque la puissance coloniale sélectionne dans une population indigène ceux qui pourront l'accompagner pour gouverner[10]. C'est du reste une élite éduquée à l'occidentale, anglicisée, qui forme la majorité du mouvement du Congrès fondé en 1885 et qui conduit la marche des Indes vers l'Indépendance. La notion de race, qui demeure une variable de catégorisation officielle dans les relevés anthropologiques indiens, n'a rien à voir dans son efficacité classificatoire avec la caste, inscrite au centre de la culture hindoue. La caste, qui positionne l'hindou sur l'échelle statutaire religieuse, est en effet un garant identitaire et culturel fort : elle lui donne des devoirs familiaux et communautaires, le définit par des pratiques différentielles en termes de culte, d'habitus vestimentaire ou alimentaire. Surtout la caste désigne empiriquement le groupe endogame, et perdure grâce à son refus du mélange et du métissage, notions dépréciées par la pensée indienne. Ou s'il y a

[9] Claudette Savonnet-Guyot , Races et classes au Brésil. La démocratie raciale en question , *Revue française de science politique* , 1979 Volume 29 Numéro 4-5 pp. 877-894 http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1979_num_29_4_418651

[10] V. par exemple la célèbre *Minute on education* prononcée par Thomas B. Macaulay (*Supreme Council of India*) en 1835 et qui émet le souhait de créer « une classe de personnes, Indiens de sang et de couleur, mais Anglais de goût, d'opinions morales et d'intellect ».

mélange, il est synonyme de dégénérescence plus ou moins affirmée: il est toléré et normé dans certaines formes d'alliances, il est dégradant dans la plupart. Là encore, les évolutions récentes de la caste, variable protéiforme qui selon le contexte désigne un groupe de statut ou un groupe de métier, et qui récemment s'est politisée en groupe d'intérêt dans la compétition pour les quotas, est la variable clé qui articule les politiques de discrimination positive de l'Inde indépendante. Elle ne concerne en principe que la société hindoue, mais ce n'est pas si simple, car plusieurs groupes religieux non hindous –au sens religieux *stricto sensu*- se sont vus reconnaître des quotas sur la base de la caste (Sikhs, Néo-bouddhistes[11]). L'Inde propose ainsi une dynamique singulière: avec ses populations aux cultures très diverses, l'altérité reste l'élément toléré et la cohabitation se poursuit. Si la structure de caste évolue, elle ne disparaît pas, et encore moins son esprit : le système des castes, largement instrumentalisé et politisé aujourd'hui, continue de respecter l'endogamie, qui demeure la caractéristique empirique la mieux vérifiée des castes indiennes, même en diaspora. La différence culturelle s'élargit lorsqu'on porte à la comparaison les groupes religieux.

Fort de leur diversité culturelle respective, l'Inde comme le Brésil promeuvent l'un et l'autre l'idée d'une culture nationale propre. Celle-ci pourtant ne revêt pas la même définition ni la même fonction. La « cultura » brésilienne, à l'étymologie latine « cultiver », n'est pas seulement une construction politique au même titre que la « démocratie raciale », c'est une réalité empirique. Autrement dit, la notion de culture brésilienne veut fonctionner de manière performative comme vecteur d'intégration sociale, dépassant les particularismes identitaires. Qu'il nous soit permis de citer encore une fois Gilberto Gil dans le même discours : « J'entends (…) culture comme fabrication des symboles d'un peuple. Culture comme ensemble des signes de chaque communauté et de toute la nation. Culture comme la raison de nos actes, la substance de nos gestes, le sens de nos choix de vie… aucune valorisation d'une culture de classe ou de groupe particulière ». Il s'agit de la culture au sens large, non ramenée à une production intellectuelle ou artistique d'un groupe dominant, mais rassemblant toutes les expressions signifiantes. Longtemps terre d'immigration, la culture brésilienne est ainsi définie comme cette possible assimilation des héritages, qu'ils soient japonais, espagnols ou libanais, par un imaginaire commun, et également par des pratiques communes. Au Brésil, Noirs, Blancs, Indiens, Métis s'auto-déclarant d'une des 136 « couleurs » répertoriées pour les statistiques officielles, partagent le même engouement pour le football et s'asseyent sur les mêmes gradins dans les stades, boivent les mêmes bières, dansent aux mêmes rythmes, *forró*, samba, axé, combinaisons d'héritages multiples, africains, indiens d'une extrême diversité. Symbole de ce métissage : le plat national consommé dans toutes les couches de la société sans exception, le *arroz-feijão* (riz blanc-haricot noir), que le sociologue Roberto da Matta présente comme la quintessence du goût pour la *mistura* (le mélange) du blanc et du noir, auquel on rajoute de la farine de manioc jaune comme liant. C'est le mélange et l'intégration qui définissent ainsi le rôle de ce qu'on appelle la « culture brésilienne » et qui subsume en théorie les différences ethniques. Pourtant ce modèle assimilationniste est actuellement traversé de tensions comme on le verra.

A cette culture pensée comme assimilationniste s'oppose la culture construite comme différentialiste de l'Inde. La culture, *sanskriti* en hindi dérivé du sanskrit, insiste sur le raffinement et sur la dimension spirituelle de la vie (*brahman*). La proximité avec le « sanskrit », langue du culte religieux, reflète une notion de la culture comme véhicule de l'expression spirituelle et religieuse, dans une cosmogonie traditionnelle où sa pratique est

[11] On appelle ainsi le mouvement né de la conversion de très basses castes hindoues, dites intouchables, au bouddhisme, dans une volonté de rupture d'avec le système de castes hindou. Dans un geste fondateur, B. R. Ambedkar (v. note 4) appelle à une conversion massive des intouchables en 1956 en même temps qu'il se convertit lui-même.

réservée aux hautes castes de la société. Dans sa conception et dans ses pratiques, la culture est un élément différenciateur et classificatoire. La composition du repas indien, établi selon les règles religieuses et les normes statutaires de castes, est différente selon le groupe d'appartenance, et il en va de même pour toutes les autres pratiques sociales et cultuelles, etc. Le brahmane, selon les principes de cet ordre socio-religieux, est censé poursuivre sa diète à base de riz et de légumes, éléments rafraîchissants qui excluent en principe le régime carné et les ingrédients échauffants, tandis que les basses castes composent une assiette toute différente. Les plats ne se mélangent pas, ni les vêtements ; la culture est un identificateur de la différence, qui classe, positionne, hiérarchise toute relation. Même dans une Inde urbaine contemporaine et cosmopolite qui s'embarrasse moins des considérations de statuts, le partage d'un repas, d'un spectacle de danse, d'un culte, est une opération sélective et fait entrer le convive dans un cercle fermé. La culture n'est pas assimilationniste.

Identité culturelle, identité nationale

La dimension politique de la culture, *a fortiori* dans deux démocraties dont on suit le processus historique de constitution, donne un sens particulier à cette notion. A ce propos, il faut distinguer la « situation coloniale » de l'Inde de celle du Brésil. Comme le rappelle le sociologue Satish Deshpande, la notion de culture indienne, centrale dans le discours nationaliste vers l'Indépendance, est ambiguë et révèle deux profils: elle pointe les éléments d'un héritage unique, fortement valorisé, et de l'autre elle révèle le « sous-développement » d'un pays qui aspire à la modernisation de son économie et de ses structures sociales. Au point qu'une conséquence de ce mode de pensée à la Janus Bifrons sera pour certains d'aller rechercher la splendeur culturelle d'avant le colonialisme, dans un âge d'or reconstruit, et de rejeter le tableau national actuel considéré comme dégénéré. La définition d'une culture garante de l'identité nationale sera ainsi fonction des idéologies politiques. Rappelons le contexte de l'Indépendance de l'Inde qui est aussi celui de la Partition des Indes, qui ampute la nouvelle nation d'une partie de son territoire et de sa population. Le pacte nationaliste pour sortir le pays du colonialisme et instaurer la République s'est fait au prix d'une tension sans cesse renouvelée entre deux théories contraires de l'alliance démocratique. Le contrat de la nation républicaine qui suppose une adhésion politique s'oppose à l'idée d'une même appartenance culturelle et spirituelle d'un peuple, ce qui en Inde, veut dire l'esprit de la nation hindoue[12]. Les partis nationalistes hindous n'ont cessé de jouer sur l'amalgame entre nation et religion, exacerbant les possibilités de conflits communalistes, en particulier entre Hindous et Musulmans.

A l'inverse, la sociologue Maria Isaura Pereira de Queiroz montre comment au Brésil l'identité multiculturelle devient progressivement le fondement de l'identité nationale contemporaine. La nation brésilienne née des métissages systématiques entre Noirs, Indiens et Blancs pendant la période coloniale (1500-1822) et donc de ces contacts culturels et ethniques continus, se présente comme unifiée face à l'immigration persistante, majoritairement européenne, au début du vingtième siècle. C'est par la valorisation de ce syncrétisme, valorisation nouvelle qui tranche avec le mépris d'une élite blanche pour les Noirs au 19è siècle, qu'elle peut se constituer comme nation unifiée par sa culture. Les contextes et les modèles de décolonisation distinguent ainsi l'Inde et le Brésil, donnant à la représentation du multiculturalisme et à la construction de la « culture nationale » des rôles différents.

[12] Jaffrelot, C., Nationalisme hindou, territoire et société, *Hérodote* 71, oct.-déc. 1993, pp. 93- 111.

Dans les processus de « modernisation » du Brésil comme de l'Inde, à partir des années cinquante, on remarque toutefois un glissement dans le discours politique qui fait passer les notions de race et de caste au second plan. Au Brésil, l'importance des divisions sur la base de la race s'efface devant la question des inégalités de classe, pourtant corrélées à celles de l'appartenance de race. Différemment mais avec les mêmes conséquences en Inde, le projet nehruvien pour la modernisation concentre les esprits sur le nécessaire progrès économique et social et a pour conséquence une relative occultation de la caste par les classes supérieures. Pourtant ces catégories – Noirs, basses castes, etc.- ont un impact concret sur la vie quotidienne des classes populaires et des pauvres : manipulées par le discours politique, elles servent des propos racistes et un ostracisme violent en même temps qu'elles s'avèrent paradoxalement des variables fondamentales pour penser la vulnérabilité sociale et les stigmates de l'exclusion de toute une partie des populations pauvres.

Récemment, dans le contexte post-colonial contemporain, un double discours vient à la fois déconstruire l'appréhension de la culture comme une réalité empirique, avec ses contours délimités, et valoriser par opposition des phénomènes de contact, de métissage, jamais statiques et toujours dynamiques. La déconstruction d'un discours dominant enfermant et asservissant l'autre dans ses catégories culturalistes a changé le mode d'appréhension du multiculturalisme. En particulier la question des dominés (subalternes) qui s'est théorisée en Inde dans les années quatre-vingt avec l'émergence du courant historiographique des Subaltern Studies guide désormais le débat politique sur la culture. Or paradoxalement, c'est dans un contexte où la notion de « culture » est considérée comme catégorie dangereuse, car elle risque d'essentialiser et de typifier, qu'elle est en même temps promue, en particulier lorsqu'il s'agit de défendre l'expression des minorités. Les questions de la race et de la caste reviennent ainsi au-devant de la scène politique comme deux variables essentielles de la gestion éclairée du multiculturalisme.

Pour ce faire, la réponse des récents gouvernements brésiliens est à double détente : tout en poursuivant la valorisation de la diversité multiculturelle, il faut permettre une meilleure redistribution de l'éducation, des revenus, des professions à tous les composants de la société. A ce titre, on assiste récemment à « un retour de la race » autrement dit à une inflexion dans le discours public d'un assimilationisme de bon aloi vers un différentialisme qui défend l'expression des minorités. Le principe de l'action affirmative s'est ainsi développé au Brésil, en particulier sous la forme de quotas. Ces derniers sont les instruments centraux de la nouvelle politique du gouvernement Lula dans l'éducation. Outre les « quotas sociaux » qui permettent des compensations sur la base du revenu, les quotas « raciaux » mis en place au début des années 2000 et dont la visibilité s'est accrue grâce à la loi de 2012, attribuent aux candidats dans les Universités publiques des places réservées aux « Pretos, Pardos ou Indígenas » (Noirs, « Bruns » (issus du métissage entre Noirs et Blancs), ou Indigènes)[13]. En 2014, Dilma Roussef, du Parti des Travailleurs, fille spirituelle de Lula, est reconduite pour un second mandat à la Présidence de la République, soutenue par sa base populaire qui lui reconnaît son action en faveur des plus démunis et des minorités, et ce malgré un tableau économique mitigé et les accusations de corruption.

En Inde, la Constitution exprime l'intrication de la question multiculturelle et sociale grâce à ses lois protégeant l'expression des minorités religieuses et linguistiques d'une part, et celles institutionnalisant la politique de discrimination positive sur la base de l'appartenance de caste pour les groupes qui ont été exclus de l'éducation et des progrès économiques, principalement les intouchables, d'autre part. Cette dernière politique, en s'élargissant en 1990 aux autres castes dites arriérées (*backward*) de la société indienne s'est largement

[13] Schwarcz, L. M., *Nem preto, Nem branco, muito pelo contrario*, Sao Paulo, Claro enigma, 2012,

politisée et a paradoxalement renforcé l'efficacité politique et sociale de la variable de caste. Très récemment, deux importants débats ont opposés les tenants d'une reconnaissance de la caste aux tenants d'un rejet de cette dernière considérée comme une catégorie archaïque pour penser les dynamiques porteuses de la société émergente. Satish Deshpande, défenseur des premiers, explique l'importance de réintégrer dans le recensement indien décennal la variable de caste – ce qui n'avait pas été fait depuis le dernier recensement opéré par les Britanniques en 1931- afin de préciser la corrélation entre caste et classe sociale et d'ajuster ainsi les politiques publiques[14]. De même les actuels quotas sur la base de la caste ne cessent de s'étendre à de nouveaux groupes d'« autres classes arriérées » (*Other Backward Classes*) et s'ouvrent également aux autres minorités religieuses, conséquence d'une réflexion récente pour mieux mesurer la vulnérabilité économique et sociale.

Reconnaître le racisme et l'ostracisme sur la base de la race ou de l'ethnie au Brésil, sur la base de la caste ou de la confession religieuse en Inde, proposer des politiques publiques directement tournées vers la réhabilitation de minorités « opprimées », se fait ainsi au prix d'une essentialisation de la différence de chaque groupe. La potentielle dérive politique de l'utilisation de variables culturelles est une menace actuelle.

En même temps que se précisait, à partir des années 90, l'autonomisation et l'expression progressive des basses castes indiennes, ce qui leur confère un poids politique inédit et considérable, s'est progressivement imposée l'idéologie nationaliste hindoue comme une vision majeure de la nation indienne et de sa culture[15]. En mars 2014, un raz-de-marée électoral porte au pouvoir Narendra Modi, homme fort du Bharatiya Janata Party, principal parti de droite nationaliste hindou, symbole de la réussite économique autant que du nationalisme hindou, et renverse un Congrès exsangue. L'idéologie du BJP et des courants nationalistes hindous est fortement arrimée à l'hindouité, définie comme la culture du peuple hindou, supérieure à celle de ses composantes ultérieurement rattachées -lire les Musulmans et les Chrétiens- auxquels la plus grande discrétion est conseillée. Les premières analyses de sept mois de gouvernement Modi décrivent les actions gouvernementales contre les madrasas, le retrait du soutien gouvernemental des entreprises non hindoues et surtout la non protection des expressions minoritaires. L'Etat du Gujarat, fief de Modi où il a exercé ses fonctions de Ministre en chef pendant quatre mandats successifs, est le lieu de la résolution violente des tentatives d'expressions culturelles minoritaires, en particulier musulmanes, par ce nationalisme étroit. Fin 2014, c'est un débat paradoxal qui agite l'Inde: alors que Modi vient de décréter le 25 décembre jour de la bonne gouvernance, incitant les enfants des écoles publiques et privées à se rendre à l'école pour y rédiger un essai sur le sujet plutôt que de respecter le calendrier religieux de la minorité chrétienne qui en fait un jour férié, une loi anti-conversion est discutée au Parlement. Parallèlement les campagnes de retour à l'hindouisme (*ghar wapsi*) se multiplient, orchestrées par les mouvements nationalistes hindous, pour réintégrer dans le sein hindou des Musulmans ou des Chrétiens, souvent des hindous de basse caste convertis pour échapper à la violence du système de castes. Les promoteurs de ces mouvements semblent ignorer le paradoxe qu'il y a à proposer ces campagnes, qui ne seraient pas des conversions mais des retours à un « ordre social originel ».

Conclusion

[14] Deshpande, S., Castes et inégalités sociales dans l'Inde contemporaine, Un impensé des sciences sociales, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/5 (n° 160), pp. 98-116.

[15] Racine, J.-L., Penser l'Inde émergente: de l'altérité orientaliste au post-postcolonialisme. https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01064362/document, septembre 2014.

Le décalage entre des théories nationales de gestion du multiculturalisme et des réalités complexes est potentiellement conflictuel. Les sociétés multiculturelles appellent nécessairement à un universalisme ouvert et basé sur la diversité. Le risque du nationalisme étroit et plus encore de l'instrumentalisation de la variable culturelle à des fins politiques est de déboucher sur la mise en opposition des différences et donc sur la violence. Le Brésil, en construisant son identité nationale sur son identité culturelle, ou plutôt sur une représentation syncrétique de cette dernière, fonde son projet sur la diversité de ses héritages. Ce modèle assimilationniste rencontre certes aujourd'hui ses limites face à un modèle plus récent qui défend les droits des minorités. L'Inde nehruvienne aura proposé une vision sécullariste forte de la nation, aujourd'hui remise en cause par l'idéologie communautaire des nationalistes hindous qui revendique la primauté de l'hindouisme sur les autres expressions culturelles considérées comme étrangère à la « culture nationale ».

Finalement, derrière ces successions de configurations politiques et l'usage de catégories plus idéologiques (race, ethnie, castes, minorités, etc.) que sociologiques, c'est la question de l'autre qui est posée : autre progressivement assimilé à la culture brésilienne et aujourd'hui politiquement promu dans sa différence ; autre résolument frère ou étranger dans le cas indien, sans métissage possible. Ces questions se posent avec d'autant plus d'acuité que les populations de l'Inde et du Brésil sont fortement engagées dans les phénomènes actuels de migration à l'échelle globale.